

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 128

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 762
sulle operazioni network-centric: le capacità europee

Annunziata il 29 luglio 2005

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA
SICUREZZA E DELLA DIFESA**

**PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13 - 15 giugno 2005)**

Raccomandazione n. 762
sulle operazioni network-centric: le capacità europee

Annunziata il 29 luglio 2005

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que l'évolution de la défense européenne est étroitement liée au développement et à l'amélioration des capacités nationales des Etats européens membres de l'UEO, de l'OTAN et de l'UE;

(ii) Soulignant les réformes et l'effort d'adaptation entrepris par ces Etats depuis la fin de la guerre froide pour être en mesure de répondre aux nouveaux défis de la sécurité et de la défense, en Europe et dans le monde;

(iii) Notant les progrès accomplis dans le domaine de la politique européenne de sécurité et de défense de l'Union européenne depuis les décisions prises par le Conseil européen en 1999, à Cologne et à Helsinki et saluant notamment:

la mise en place des structures politiques et militaires de décision et de conduite d'opérations;

la réalisation de l'Objectif global de 1999 et le début de la mise en oeuvre de l'Objectif global 2010;

le lancement et la réforme du Plan d'action européen sur les capacités (PAEC);

l'établissement de l'Agence européenne de défense (AED);

la mise sur pied des groupements tactiques;

les opérations de l'Union européenne en Afrique (Artémis) en 2003 et en Bosnie-Herzégovine (Althea) en 2004;

(iv) Notant les réformes que l'OTAN a entreprises depuis les années 1990 pour être en mesure de mieux répondre aux crises et conflits de l'après-guerre froide et pour renforcer le lien transatlantique;

(v) Préoccupée par l'accroissement de l'écart doctrinal et technologique entre les Européens et les Etats-Unis dans le domaine de la défense;

(vi) Soulignant l'importance pour les forces européennes de maintenir et d'accroître le niveau d'interopérabilité avec les forces américaines nécessaire pour les opérations de l'OTAN ou en coalition;

(vii) Soulignant la place importante que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) appliquées à la défense occupent dans ce contexte;

(viii) Considérant que le concept d'opérations réseau-centrées, né de cette évolution, constitue à la fois une opportunité et aussi un défi majeur pour les capacités militaires des Etats européens tant au plan national que dans un cadre multinational institutionnel ou dans une coalition de volontaires;

(ix) Estimant que la mise en place de capacités réseau-centrées nationales est un premier pas nécessaire dans ce processus d'évolution et de transformation des forces armées;

(x) Considérant que les Etats européens doivent travailler ensemble à l'élaboration

et à la mise en oeuvre d'un concept commun destiné à accroître leur interopérabilité et l'efficacité des actions entreprises dans le cadre de la PESD ou à l'OTAN;

(xi) Considérant que la capacité réseau-centrée européenne doit être fondée dès le départ sur un processus d'identification des besoins opérationnels et de l'état actuel de la recherche, technologie et développement (RT&D) parmi les Etats européens dans ce domaine;

(xii) Soulignant la contribution significative, passée et présente, du Groupe Armement de l'Europe occidentale (GAEO) et de l'Organisation de l'armement de l'Europe occidentale (OAE) à la réussite de cette démarche;

(xiii) Attendant de l'Agence européenne de défense, en tant que légataire des acquis du GAEO, qu'elle soit en mesure de stimuler plus énergiquement les travaux sur les concepts réseau-centrés relatifs aux procédures de commandement et contrôle des opérations (C2) et sur les technologies afférentes aux communications et aux drones qui y sont liées;

(xiv) Estimant que l'écart doctrinal, technologique et surtout de moyens entre les forces européennes et les forces américaines ne favorise pas la transposition du modèle des Etats-Unis à l'Europe;

(xv) Soulignant la nécessité de maintenir un degré d'autonomie européenne suffisant, en matière de capacités réseau-centrées, pour éviter d'accroître la dépendance à l'égard des concepts et technologies américains, tout en cherchant à accroître le degré d'interopérabilité transatlantique dans ce domaine;

(xvi) Considérant qu'un effort budgétaire considérable doit être consenti pour le développement des technologies indi-

spensables à la mise en place de capacités C4ISTAR (1) nationales et européennes;

(xvii) Considérant que des ressources doivent aussi être allouées en proportion au recrutement, à la formation et au maintien sous les drapeaux des personnels qui gèrent et exploitent ces systèmes et en sont dépendants sur le théâtre des opérations;

(xviii) Estimant que le développement des capacités réseau-centrées en Europe dépend aussi de l'état général de l'éducation, de la recherche et de l'évolution technologique dans les sociétés européennes, ce qui relève également de la responsabilité et du domaine d'action des parlements nationaux,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS MEMBRES DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES DE L'UE

1. A maintenir et accroître autant que possible l'effort d'investissement en RT&D de défense, notamment en matière de technologies C4ISTAR;

2. A intensifier l'échange régulier d'informations et d'expériences, au niveau bilatéral, au sein de l'OTAN et de l'UE, ainsi que par l'intermédiaire de l'OAEO, sur l'état d'avancement et de développement technologique des projets nationaux de capacités réseau-centrées;

3. A coopérer en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des concepts d'opérations et de capacités réseau-centrées communs ou interopérables de façon à préserver la cohésion et la cohérence opérationnelles en cas d'opérations multinationales ou menées en coalition;

(1) Command, Control, Communications, Computers, Intelligence, Surveillance, Target Acquisition and Reconnaissance; Commandement, contrôle, communications, ordinateurs, renseignement, surveillance, acquisition de cible et reconnaissance.

4. A rechercher en priorité des solutions, des technologies et des produits européens de manière à renforcer la base technologique et industrielle de défense nationale et européenne, sans le soutien de laquelle il n'y aura pas d'autonomie européenne dans ce domaine;

5. A coopérer avec les Etats-Unis, au niveau bilatéral et multilatéral, dans le domaine des opérations et des capacités réseau-centrées, afin de bénéficier de leur expérience et de leurs technologies en vue de préserver et renforcer le lien transatlantique;

6. A veiller, dans le cadre de la coopération transatlantique, à maintenir l'équilibre entre le besoin d'interopérabilité et l'exigence politique d'autonomie stratégique et opérationnelle qui caractérise la PESD;

7. A s'investir plus activement, dans le cadre de l'Alliance et au sein de l'UE, notamment par l'intermédiaire des groupes de projets du PAEC et de l'AED, dans le processus dit de transformation des forces afin d'aboutir à une vision européenne commune sur les objectifs à atteindre et les étapes à franchir;

8. A faire de l'AED le cadre dans lequel seront définies les technologies réseau-centrées européennes nécessaires pour les missions de la PESD et pour l'interopérabilité avec l'OTAN et à lui accorder les moyens financiers adéquats pour lancer des programmes de R&T dans ce domaine;

9. A soutenir la transformation des forces par la mise à disposition de moyens budgétaires adéquats, au niveau national et multilatéral, en accordant une attention particulière à la gestion des ressources humaines;

10. A tenir l'Assemblée mieux informée des activités de l'OAEO en matière de R&T pour les capacités C4ISTAR et des activités de l'AED menées en coopération avec la Cellule recherche ou basées sur les travaux de celle-ci.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 762
sulle operazioni network-centric: le capacità europee**

L'Assemblea,

(i) Considerando che l'evoluzione della difesa europea è strettamente legata allo sviluppo ed al miglioramento delle capacità nazionali degli Stati europei membri della UEO, della NATO e dell'UE;

(ii) Sottolineando le riforme e gli sforzi di adattamento intrapresi da questi Stati, sin dalla fine della guerra fredda, per essere in grado di rispondere alle nuove sfide in materia di sicurezza e di difesa in Europa e nel mondo;

(iii) Osservando i progressi compiuti nel settore della politica europea di sicurezza e di difesa dell'Unione Europea a seguito alle decisioni prese dal Consiglio Europeo nel 1999 a Colonia e a Helsinki e accogliendo con favore in particolar modo:

la creazione di strutture politiche e militari decisionali e di gestione delle operazioni;

la realizzazione dell'Obiettivo globale 1999 e l'avvio dell'attuazione dell'Obiettivo globale 2010;

il varo e la riforma del Piano d'Azione Europeo sulle Capacità (PAEC);

l'istituzione dell'Agenzia Europea di Difesa (AED);

la creazione di raggruppamenti tattici;

le operazioni dell'Unione Europea in Africa (Artemis) nel 2003 e in Bosnia-Erzegovina (Althea) nel 2004;

(iv) Osservando le riforme che la NATO ha intrapreso sin dal 1990 per essere in grado di rispondere più efficacemente ai conflitti del dopo guerra fredda e per rafforzare il legame transatlantico;

(v) Preoccupata dall'approfondirsi del divario dottrinale e tecnologico tra Europa e Stati Uniti nel settore della difesa;

(vi) Sottolineando l'importanza per le forze europee di mantenere e di aumentare il livello di interoperabilità con le forze americane necessario per le operazioni NATO o di coalizione;

(vii) Sottolineando l'importanza, in questo contesto, delle tecnologie d'informazione e di comunicazione (NTIC) applicate al settore della difesa;

(viii) Considerando che il concetto di operazioni *network-centric* (*retecentriche*), nato da questa evoluzione, costituisce allo stesso tempo un'opportunità e una sfida importante per le capacità militari degli Stati europei sia sul piano nazionale sia in un quadro multinazionale istituzionale o in una coalizione di volontari;

(ix) Convinta che la creazione di capacità *network-centric* nazionali sia un primo passo necessario nel processo di

evoluzione e di trasformazione delle forze armate;

(x) Considerando che gli Stati europei debbono lavorare insieme all'elaborazione e all'attuazione di un concetto comune destinato ad accrescere la loro interoperabilità e la loro efficacia nel quadro della PESD o della NATO;

(xi) Considerando che la capacità network-centric europea debba essere fondata, sin dall'inizio, su un processo di identificazione delle necessità operative e dello stato attuale delle ricerche, tecnologia e sviluppo (RT&S) tra gli Stati europei in questo settore;

(xii) Sottolineando il significativo contributo, passato e presente, del Gruppo Armamenti dell'Europa Occidentale (GAEO) e dell'Organizzazione degli Armamenti dell'Europa Occidentale (OAE0) alla riuscita di questa iniziativa;

(xiii) Aspettandosi, dall'Agenzia Europea di Difesa, in quanto legataria della GAEO, che essa sia in misura di stipulare in modo più energico i lavori basati sul concetto di network-centric relativamente alle procedure di comando e di controllo delle operazioni (C2) e alle tecnologie afferenti le comunicazioni e gli aeromobili senza pilota ad esse legate;

(xiv) Considerando che il divario dottrinale, tecnologico e soprattutto di mezzi tra le forze europee e quelle americane non favorisca la trasposizione del modello statunitense a quello europeo;

(xv) Sottolineando la necessità di mantenere un grado di autonomia europea sufficiente, in materia di capacità network-centric, per evitare di accrescere la dipendenza nei confronti delle tecnologie e dei concetti americani, cercando comunque di aumentare l'interoperabilità transatlantica in questo settore;

(xvi) Considerando la necessità di uno sforzo di bilancio considerevole per lo

sviluppo delle tecnologie indispensabili alla creazione delle capacità C4ISTAR nazionali ed europee;

(xvii) Considerando, inoltre, che le risorse debbono essere concesse in proporzione al reclutamento, alla formazione e al mantenimento sotto le bandiere del personale che gestisce e sfrutta questi sistemi e di cui esso è responsabile sul teatro delle operazioni;

(xviii) Convinta che lo sviluppo delle capacità network-centric in Europa dipendano anche dallo stato generale dell'istruzione, della ricerca e dell'evoluzione tecnologica nelle società europee, fattore che rientra nella responsabilità e nel settore d'azione dei parlamenti nazionali,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI MEMBRI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI DELL'UE

1. A mantenere e accrescere, per quanto possibile, lo sforzo di investire nella RT&S nel settore della difesa, specialmente in materia di tecnologie C4ISTAR;

2. Ad intensificare lo scambio regolare di informazioni e di esperienze, a livello bilaterale, in seno alla NATO e all'UE, nonché tramite la OAE0, per quanto riguarda lo stato di avanzamento e di sviluppo tecnologico dei progetti nazionali di capacità network-centric;

3. A cooperare in vista dell'elaborazione e dell'attuazione di concetti di operazioni e di capacità network-centric comuni o interoperabili in modo da preservare la coesione e la coerenza operativa in caso di operazioni multinazionali o di coalizione;

4. A dare la priorità alla ricerca di soluzioni, tecnologie e prodotti europei in modo da rafforzare la base tecnologica e industriale di difesa nazionale ed europea,

senza la quale non potrebbe esserci un'autonomia europea in questo settore;

5. A cooperare con gli Stati Uniti, a livello bilaterale e multilaterale, nel campo delle operazioni e delle capacità network-centric al fine di beneficiare della loro esperienza e delle loro tecnologie con lo scopo di preservare e rafforzare il legame transatlantico;

6. A prestare attenzione, nel quadro della cooperazione transatlantica, affinché venga mantenuto l'equilibrio tra il bisogno d'interoperabilità e l'esigenza politica di autonomia strategica e operativa che caratterizza la PESD;

7. A investire più attivamente, nel quadro dell'Alleanza e in seno all'UE, specialmente con l'intermediazione dei gruppi di progetto della PAEC e della AED, nel processo detto di trasformazione delle forze al fine di arrivare ad una visione

europea comune sugli obiettivi e le tappe da raggiungere;

8. A rendere l'AED il quadro nel quale saranno definite le tecnologie network-centric europee, necessarie per le missioni della PESD e per l'interoperabilità con la NATO, nonché a concedere ad essa i mezzi finanziari adeguati per lanciare i programmi R&T in questo settore;

9. A sostenere la trasformazione delle forze grazie alla messa a disposizione delle risorse di bilancio adeguate, a livello nazionale e multilaterale, con particolare attenzione alla gestione delle risorse umane;

10. A tenere l'Assemblea maggiormente informata riguardo le attività della OAEO, in materia di R&T per le capacità C4ISTAR, e della AED condotte in cooperazione con la Cellula di ricerca o basate sui lavori di quest'ultima.